

Appel des Enseignants syndiqués au SNUDI-FO 53, réunis en AG (visioconférence) le 29 avril

Nous avons pris connaissance de la décision du président de la République de rouvrir les établissements scolaires le 11 mai prochain. L'Ordre des médecins dénonce dans ce choix « *un manque absolu de logique* », qui ne pourra qu'aggraver l'épidémie. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) préconise la mise en place du dépistage systématique pour sortir de la crise sanitaire. Le conseil scientifique dans un avis rendu le 20 avril, préconise la fermeture des crèches, écoles et établissements scolaires jusqu'en septembre.

De partout des voix s'élèvent contre la décision gouvernementale.

Même le syndicat des Inspecteurs d'académie (DASEN et IPR) indique que « *la moindre des précautions face à l'inconnu aurait été de suivre l'avis des experts scientifiques...* »

A ce jour, aucun écrit officiel n'est venu déclinier les annonces gouvernementales. Nous n'avons que les annonces médiatiques de notre ministre qui ne génèrent qu'angoisse, stress et inquiétude. De nombreuses questions restent en suspens. Elles nécessitent des réponses officielles écrites (situation des AESH, choix des élèves accueillis, accueil des élèves en situation de handicap, responsabilité des directeurs, transport, restauration, garde d'enfants pour les collègues qui refusent d'envoyer leurs enfants à l'école...)

L'expérience du service volontaire dans les écoles depuis le 16 mars, démontre que l'ensemble des gestes barrière ne peut être respecté. Les contacts sont inévitables même avec un très faible effectif. Comment imaginer une reprise avec 15 élèves par classe ?

Malgré les difficultés pédagogiques qui en découlent et l'inconfort qu'il génère, le matériel de protection est indispensable, mais il manque partout. (Masques FFP2, gel hydroalcoolique, serviette à usage unique, gants...)

Comment éviter une nouvelle flambée épidémique quand des milliers de professeurs et des millions d'élèves seront rassemblés dans les classes ? Sans parler de la sieste et du matériel commun manipulé en maternelle notamment, des parents nombreux devant le portail, des repas collectifs, des transports...

Nous avons pris connaissance de l'avis du CHSCT ministériel voté par FO et FSU qui indique : « *Le CHSCT demande un dépistage généralisé aux personnels et aux élèves comme préalable à toute reprise d'activité.* »

En choisissant d'accueillir les plus jeunes élèves il est clair que le gouvernement a pour préoccupation principale la reprise économique à tout prix, au détriment de la santé de TOUS.

En cohérence avec les préconisations émises par le conseil scientifique dans ses notes des 20 et 24 avril 2020, nous exigeons comme préalable à la réouverture des établissements scolaires :

- le dépistage systématique des enseignants et des élèves
- le matériel de protection adapté (savon, gel hydroalcoolique, gants, serviettes à usage unique, masques FFP2 pour les adultes à défaut des masques grand public pour les élèves) en quantité suffisante
- le nettoyage et la désinfection des locaux et du matériel scolaire dans le cadre d'un protocole départemental strict servant de base, a minima, à une déclinaison locale
- des consignes officielles écrites, claires et précises

Pas plus de 10 rassemblés en famille, mais des groupes de 15 enfants à l'école ?!

Les décisions du président de la République du 13 avril, et les annonces du 1er ministre du 28 avril, de rouvrir les crèches, écoles et établissements scolaires à partir du 11 mai, alors même que tous les lieux publics resteront fermés, sont irresponsables, dangereuses, et irréalisables dans les conditions actuelles.

A nouveau, l'Etat se désengage de ses responsabilités en déléguant aux élus locaux et aux directeurs d'école la mise en œuvre et la responsabilité de décisions totalement déconnectées de la réalité.

Les conditions ne sont, à ce jour, pas réunies. Il ne peut être question d'envisager la réouverture des écoles le 11 mai, sans réponses officielles écrites, et sans garanties pour la santé des personnels, des enfants et de leurs familles.

Nous diffusons cet appel dans tout le département, et nous appelons nos collègues à prendre des positions similaires dans leurs écoles et à les faire connaître. Nous invitons tous les personnels à signer massivement la [pétition nationale proposée par la FNEC FP-FO](#).